

lot du NPD et le contentement de soi échoue au gouvernement.

Je voudrais maintenant dire quelques mots sur la nature de la motion, la raison pour laquelle mon parti l'a présentée et les conséquences possibles de son adoption. Nous avons présenté une motion de défiance et la Chambre se prononcera ce soir. Le Règlement de la Chambre permet de présenter deux motions de ce genre durant chaque période d'examen des subsides. C'est le devoir de l'opposition officielle à la Chambre de refléter les préoccupations principales du jour dans ces motions de défiance, de façon que la Chambre puisse exprimer ce qu'elle pense des réalisations du gouvernement. L'opposition officielle dans une Chambre de minorités n'est pas seulement tenue d'utiliser ces occasions pour exprimer son mécontentement à l'égard du gouvernement mais aussi pour indiquer un cours de rechange. Si le gouvernement est battu sur un vote de défiance, l'opposition officielle se trouve prête à constituer un gouvernement, à donner à sa solution de rechange force de loi et à l'appliquer.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: J'aimerais rappeler à la Chambre et à mes honorables amis à gauche que c'est le premier ministre (M. Trudeau) qui a déclaré qu'une défaite sur une mesure qui touche directement les principes du gouvernement rendrait une élection nécessaire. C'est le premier ministre qui a adopté cette position et c'est l'interprétation du premier ministre que le gouvernement lui-même décide après coup si oui ou non une affaire touche directement ce qu'il appelle des principes.

Depuis que le Parlement a commencé sa session, c'est le premier ministre et non moi qui a indiqué que personne ne pourrait empêcher la dissolution en aucun cas s'il le voulait. Le premier ministre a dit en fait: Si vous ne voulez pas d'élection, c'est aux partis d'opposition qu'il revient d'accorder de quelque façon au gouvernement ce que les électeurs lui ont refusé le 30 octobre dernier, à savoir une majorité à la Chambre des communes.

Le chef du Nouveau parti démocratique, l'honorable député de York-Sud, a déclaré que lui et son groupe appuieraient le gouvernement aussi longtemps que les réalisations du gouvernement leur paraîtraient satisfaisantes. D'après ce que j'ai entendu dire aujourd'hui, j'en conclus que les réalisations du gouvernement en ce qui concerne l'inflation ne sont pas satisfaisantes aux yeux des députés néo-démocrates. Ils n'ont toutefois pas conclu à la nécessité d'une élection pour changer le gouvernement; tout au contraire, c'est le premier ministre qui a adopté cette position.

En ce qui concerne la question à l'étude, nous avons rempli nos obligations en présentant une solution de rechange. Nous avons, en fait, offert tout un ensemble de politiques économiques de rechange. Nous sommes prêts, si nous sommes appelés à le faire, à former un gouvernement et à agir. Nous avons de tous temps été prêts à rencontrer ce Parlement avec les politiques que nous avons présentées au peuple et que nous continuons à lui présenter contrairement au présent gouvernement qui présente à la Chambre des politiques virtuellement opposées à celles qu'il prônait pendant la campagne électorale.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Nous étions prêts lorsque nous avons exposé notre solution de rechange lors du débat sur le budget. Au cours des quatre mois qui ont suivi depuis, le besoin de mettre en œuvre notre solution s'est montré de

Coût de la vie

plus en plus évident tandis que la suffisance et l'insuccès du gouvernement devant l'inflation sont devenus de plus en plus intolérables. Je demande donc Votre Honneur que l'on appuie notre motion parce que l'inflation s'aggrave de plus en plus et que les prédictions et promesses du ministre des Finances montrent à quel point ces programmes de rafistolage sont inefficaces dans la lutte contre l'inflation. Ces programmes se sont révélés erronés à tous les coups, et le taux d'inflation a grimpé sans arrêt. Il faut agir et je demande que l'on appuie notre motion parce que nous, de ce côté de la Chambre, sommes prêts à agir pour faire face au problème urgent de l'inflation. Nous avons présenté un programme au peuple et nous sommes prêts à agir maintenant.

Des voix: Bravo!

M. H. T. Herbert (Vaudreuil): Monsieur l'Orateur, je ne prétends pas avoir la même éloquence que le chef de l'opposition officielle (M. Stanfield). Néanmoins, je pense que nous pouvons un peu mieux attaquer le problème, sortir de la rhétorique et aborder certains des problèmes fondamentaux que rencontre la Chambre. Tout d'abord, en ce qui concerne la déclaration qui a été faite au sujet de la frustration éprouvée par les députés de l'arrière-ban du parti ministériel, qu'il soit bien compris que non seulement je n'ai pas reçu de discours préparé, mais on ne m'a donné aucune instruction sur la teneur de mes remarques.

M. Baker: Pourquoi ne pas faire défection?

M. Herbert: Ensuite on a dit que certains d'entre nous étaient mécontents de l'inflation. Je pense que nous le sommes tous. Mais dire que nous sommes mécontents des mesures que le gouvernement peut avoir prises en ce qui concerne l'inflation est tout à fait différent. Aucun d'entre nous n'aime voir ce qui arrive à l'heure actuelle, mais nous devons conserver une certaine perspective dans un pays où le pouvoir d'achat augmente sans doute plus vite que jamais auparavant depuis la guerre. Ainsi, nous nous trouvons dans une situation où nous achetons de plus en plus de genres différents de produits et où nous sommes prêts, par conséquent, à payer plus.

● (1750)

D'ordinaire, nous prenons le matin au petit déjeuner du jus d'orange en boîte reconstitué et de la farine d'avoine instantanée. Nous ne faisons plus mijoter notre gruau. Les enfants mangent des céréales emballées dans des petites boîtes de fantaisie. Nous mangeons des œufs. Nous savons ce qui est arrivé au prix des œufs à cause d'une pénurie de grains de provende. Quant aux champignons, nous en cultivons plus que jamais au Canada, mais leur prix est monté en flèche à cause de la demande, car ils sont très appréciés. Puis nous buvons du café instantané ou du thé en sachets et je parlerai plus longuement du dernier produit que nous consommons à tous nos petits déjeuners, c'est-à-dire du pain.

Nous parlions l'autre jour du marché que nous venions de conclure pour la vente d'environ 200 millions de boisseaux de blé à un prix qu'on s'entend généralement à fixer à \$2.60 le boisseau. Le prix l'an dernier était de \$1.70 le boisseau. On se demande naturellement: Quel est l'effet sur le prix d'un pain? Aucun. Pourquoi? Non pas parce que le cultivateur recevra davantage pour son blé, mais parce que le contribuable subventionne la production de blé pour s'assurer que le prix du pain ne montera pas, parce que nos prix d'exportation montent. Cela indique, je pense, quelque chose que nous devrions faire et que l'op-